

REVUE DE PRESSE

MARDI 30 AVRIL 2019

Nouvelle République

Protection de l'enfance : 100 personnes à Tours pour faire plier le Département

Publié le 30-04-2019 à 13:30 | Mis à jour le 30-04-2019 à 14:32



Des éducateurs et des étudiants se sont mobilisés ce mardi 30 avril devant le conseil départemental.

© Photo NR

Une centaine d'éducateurs spécialisés et d'étudiants sont venus crier leur colère devant le Conseil départemental, ce mardi 30 avril. Ils dénoncent une casse de la protection de l'enfance.

Une délégation d'éducateurs a été reçue ce mardi 30 avril par le président du Conseil départemental, Jean-Gérard Paumier, à Tours. Une centaine d'autres les ont rejoints devant la grille de la préfecture pour dénoncer bruyamment le **système de concurrence entre associations** mis en place cette année par le Département en terme de **protection de l'enfance**.

Une nouvelle manière de faire qui provoque l'ire des éducateurs spécialisés et des étudiants en formation. Elle pousserait les différents acteurs à **baissier les montants des prestations** pour remporter les marchés.

Ils dénoncent "**une casse**" de la protection de l'enfance, effectuée par la Touraine, principal financeur en la matière, réalisée sur fond d'économies. Et craignent des suppressions d'emplois telles qu'elles semblent s'esquisser.

L'audience avec le président Paumier n'a débouché **sur aucun accord**. Les syndicats, Force Ouvrière en tête, en appellent à **prolonger la grève, "pour instaurer un rapport de force avec le Conseil départemental"**.

[Julien COQUET](#)

[Économie – Social](#)

Tours : pas d'avancées entre le Conseil Départemental et les salariés de la protection de l'enfance

mardi 30 avril 2019 à 17:36 Par [Yohan Nicolas](#), [France Bleu Touraine](#)

Les salariés de l'ADSE ont de nouveau manifesté ce mardi devant le Conseil Départemental à Tours. Une délégation a été reçue par le président du Département, mais aucun accord n'a été trouvé. Les syndicats parlent de 140 emplois menacés.



Les salariés de la protection de l'enfance ont manifesté devant le Conseil Départemental à Tours ce mardi © Radio France - Marie-Ange Lescure

Tours, France

Une centaine d'éducateurs de l'ADSE 37 ont manifesté ce mardi matin devant le Conseil Départemental d'Indre-et-Loire, alors qu'une délégation était reçue par le président du département, Jean-Gérard Paumier. Ils ont décidé de poursuivre leur grève entamée la semaine dernière, après l'absence d'accord avec la collectivité.

C'est la marchandisation de la protection de l'enfance

Les salariés de l'Aide Sociale à l'Enfance, l'ADSE 37, s'étaient déjà mobilisés lundi ainsi que vendredi dernier, le 26 avril. Là encore un rassemblement avait été organisé devant le Conseil départemental, le

principal financeur de la protection de l'enfance. Selon les salariés grévistes, 138 emplois sont menacés à l'association de la Sauvegarde de l'Enfance (ADSE 37) depuis la remise à plat des appels à projets, et du lancement de nouveaux appels d'offres. Plusieurs associations tourangelles sont sollicitées pour répondre à ces missions : Montjoie, verdier, les apprentis d'Auteuil, et bien sûr l'ADSE, spécialisée dans l'hébergement. C'est son activité principale à hauteur de 70%. Or ce lot est remis en cause par le Conseil Départemental. Il n'est toujours pas pourvu. L'ADSE, conteste cette pratique, et s'inquiète du sort des salariés si leur association n'est pas retenue dans ces appels d'offres. Pour Jean-Dominique Audebert du syndicat FO, *le président Paumier a clairement exprimé une fin de non-recevoir. On voit bien que la mise en concurrence, c'est la marchandisation de la protection de l'enfance. Mr Paumier veut surtout réduire le coût sur le dos des salariés.*



Une centaine de personnes était présente pour défendre la protection de l'enfance © Radio France - Marie-Ange Lescuré

On met 12 millions d'euros de plus pour la protection de l'enfance en 2019 - Jean-Gérard Paumier

Jean-Gérard Paumier le président du Conseil Départemental d'Indre-et-Loire, affirme sa volonté de conforter la protection de l'enfance. Il rappelle que les dépenses concernant la protection de l'enfance ont augmenté de 19% sur un an, soit 12 millions d'euros de plus en 2019, pour un budget total de 7,5 millions d'euros. Le schéma, selon le Département, a pour but d'augmenter le nombre de places : 115 nouvelles places, dont la quasi totalité exercées à domicile. Ces accompagnements à domicile peuvent même permettre la prise en charge de 260 enfants, soit 5 fois plus que la capacité antérieure. *Si on voulait faire des économies, on aurait pas fait tout ça*, explique Jean-Gérard Paumier ! *Certains personnels n'acceptent pas les appels à projets.*

[Yohan Nicolas France Bleu Touraine](#)